

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

1^{er} JUIN 1948.

PROJET DE LOI

modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

PROJET DE LOI

relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

PROJET DE LOI

portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA
COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET (1),
PAR M. LEFÈVRE, Théo.

MESDAMES, MESSIEURS,

CHAPITRE PREMIER.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI ORGANIQUE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

SECTION I.

Exposé général.

L'exposé des motifs rappelle la déclaration gouvernementale du 25 mars 1947, où il est dit que « sans vouloir procéder à l'étatisation de notre Institut d'Emission et sans faire du gouverneur un fonctionnaire dépendant du Ministre des Finances, il paraît indispensable d'assurer davantage à la fois l'indé-

(1) Composition de la Commission : M. Van Belle, président; MM. Coppé, Dequae, Descampe, Discry, Harmel, Lefèvre (Théodore), Moyersoen, Parisi, Philippart, Porta, Scheyven. — De Sweemer, Deliege, Embise, Fiévet, Rassart, Soudan, Tielemans, Van Wallegghem. — De Ville, Jacquemotte. — Liebaert, Vreven.

Votr :

282 : Projet de loi.
412 et 434 : Amendements.

283 : Projet de loi.
436 : Amendements.

284 : Projet de loi

1 JUNI 1948.

WETSONTWERP

houdende wijziging van de organieke wet der Nationale Bank van België.

WETSONTWERP

betreffende de sanering der balans van de Nationale Bank van België.

WETSONTWERP

houdende wijziging van de besluitwet n° 5 dd. 1 Mei 1944, betreffende de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN VOOR DE BEGROTING (1),
UITGEBRACHT DOOR DE HEER LEFÈVRE, Théo.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

EERSTE HOOFDSTUK.

WETSONTWERP

HOUDENDE WIJZIGING VAN DE ORGANIEKE WET
DER NATIONALE BANK VAN BELGIË.

SECTIE I.

Algemene toelichting.

In de memorie van toelichting wordt herinnerd aan de Regeringsverklaring van 25 Maart 1947, waarin verklaard wordt : « Zonder te willen overgaan tot de etatisatie van ons Instituut voor Uitgifte en zonder van de gouverneur een van de Minister van Financiën afhankelijk ambtenaar te maken,

(1) Samenstelling van de Commissie : de heer Van Belle, voorzitter; de heren Coppé, Dequae, Descampe, Discry, Harmel, Lefèvre (Théodore), Moyersoen, Parisi, Philippart, Porta, Scheyven. — De Sweemer, Deliege, Embise, Fiévet, Rassart, Soudan, Tielemans, Van Wallegghem. — De Ville, Jacquemotte. — Liebaert, Vreven.

Zie :

282 : Wetsontwerp.
412 en 434 : Amendementen.

283 : Wetsontwerp.
436 : Amendementen.

284 : Wetsontwerp.

pendance totale de la Banque Nationale vis-à-vis des intérêts privés et sa collaboration à la politique générale des pouvoirs publics ».

L'exposé des motifs souligne que parmi les fonctions de la Banque Nationale, les principales « relèvent essentiellement de l'ordre public et intéressent la politique financière et monétaire suivie par l'Etat ».

Il affirme par ailleurs « qu'il importe que la Banque Nationale demeure *distincte* du pouvoir exécutif... L'Etat doit exercer à la Banque Nationale toutes les prérogatives de la puissance publique, mais en lui laissant, selon l'expression même de Frère-Orban, son fondateur, « toute la somme d'indépendance et de liberté d'action dont le sacrifice n'est pas commandé par des considérations d'intérêt social ».

C'est sur la base de ces déclarations que le Gouvernement propose des modalités qui, « tout en permettant un large choix de personnalités, assurent la parfaite indépendance de la Banque à l'égard des intérêts particuliers et donnent à la compétence technique des candidats le pas sur toutes autres considérations ».

Pour en arriver à ces fins louables, le Gouvernement propose :

1° D'assurer à l'Etat la majorité de droit et de fait à l'assemblée générale des actionnaires, par le doublement du capital, dont la nouvelle moitié sera souscrite par lui, au pair, au moyen des bénéfices afférents à la période de guerre qui lui auront été préalablement abandonnés.

2° D'attribuer au Roi, non seulement la désignation du gouverneur, mais aussi celle des directeurs. Dorénavant, ces derniers seront nommés par arrêt royal, sur proposition du Conseil de Régence.

3° D'octroyer à l'assemblée générale, où l'Etat s'est assuré une confortable majorité, la désignation de tous les régents et de tous les censeurs.

De plus, « à l'occasion de la réforme projetée, le Gouvernement estime opportun de rajuster le régime des avances de trésorerie de la Banque à l'Etat ». En vertu de la loi organique (art. 11, 3° et 9°) les opérations sur fonds publics à long ou à court terme étaient limitées. L'arrêté-loi du 10 mai 1940 a fait sauter le plafond initial, qui fut porté à 50 milliards par la Convention du 9 avril 1945.

Le Gouvernement estime que le moment est venu de mettre fin au régime d'exception. Il propose donc l'abrogation non seulement de l'arrêté-loi du 10 mai

schijnt het onontbeerlijk tevens de *algehele onafhankelijkheid* van de Nationale Bank tegenover de particuliere belangen en haar *medewerking* met de algemene politiek der openbare machten in ruimere mate te verzekeren ».

In de memorie van toelichting wordt onderstreept dat, onder de functiën van de Nationale Bank, de voornaamste « essentieel in verband staan met de openbare orde en van belang zijn voor de door de Staat gevoerde financiële en monetaire politiek ».

Verder wordt nog bevestigd « dat het van belang is dat de Nationale Bank *afgescheiden* blijft van de uitvoerende macht... De Staat moet bij de Nationale Bank al de prerogatieven van de openbare macht uitoefenen, doch haar tevens, volgens de uitdrukking zelf van haar stichter, Frère-Orban, « alle nodige zelfstandigheid en vrijheid van actie laten, waarvan » de opoffering niet opgelegd is door overwegingen » van maatschappelijk belang ».

Op grond van die verklaringen, stelt de Regering modaliteiten voor die « een ruime keuze van personaliteiten toelaten, tevens de volledige onafhankelijkheid van de Bank *ten overstaan van de particuliere belangen* verzekeren en aan de technische bevoegdheid der kandidaten de voorrang boven alle andere overwegingen verlenen ».

Ten einde die lofwaardige doeleinden te bereiken, stelt de Regering voor :

1° Aan de Staat de meerderheid in rechte en in feite te verzekeren in de algemene vergadering der aandeelhouders, door de verdubbeling van het kapitaal, waarvan de nieuwe helft door hem wordt ingeschreven, a pari, door middel van de winsten die betrekking hebben op de oorlogsperiode, winsten die hem vooraf worden afgestaan.

2° Aan de Koning, niet alleen de benoeming van de gouverneur, maar eveneens die van de directeurs toe te vertrouwen. Voortaan zullen laatstgenoemden bij koninklijk besluit, op de voordracht van de Regentenraad, worden benoemd.

3° Aan de algemene vergadering, waarin de Staat zich een ruime meerderheid heeft verzekerd, de beroeping van al de regenten en van alle censoren toe te vertrouwen.

Bovendien acht de Regering het gepast, naar aanleiding van de ontworpen hervorming, het stelsel van de schalkistvoorschotten van de Bank aan de Staat aan te passen. Krachtens de organieke wet (art. 11, 3° en 9°), waren de verrichtingen op Staatseffecten op lange of korte termijn beperkt. Door de besluitwet van 10 Mei 1940, werd het oorspronkelijk maximum overschreden, dat door de overeenkomst van 9 April 1945 op 50 milliard was gebracht.

De Regering is van mening, dat het ogenblik gekomen is om een einde te maken aan het uitzonderingsregime. Zij stelt, derhalve, de intrekking voor, niet

1940, mais aussi de toute limitation légale des avances. La limite serait fixée dorénavant par *conventions* entre le Ministre des Finances et la Banque Nationale, le Conseil de Régence *entendu*; ces conventions devront en outre être *approuvées* par le Conseil des Ministres et *publiées* au *Moniteur*. Aucun délai de publication n'est fixé dans le projet.

Le Ministre envisage une convention fixant la limite à 10 milliards, soit la limite fixée avant la guerre, affectée du coefficient deux.

SECTION II.

Discussion générale.

Au début de la discussion, quelques membres insistent pour que les propositions de MM. Lahaut et Craeybeeckx soient jointes au projet du Gouvernement. Ils estiment, en effet, que la Banque Nationale devrait être nationalisée. A leur sens il n'est pas admissible, en effet, qu'un organisme privé, d'intérêt public sans doute, batte monnaie, alors que sa participation financière dans la constitution de la garantie des billets en circulation est minime.

A leur sens le projet du Gouvernement ne tend certes pas à nationaliser l'Institut National d'Emission, mais bien à l'étatiser, en faisant fi de toutes considérations sociales.

Le Ministre ayant fait remarquer que la question de la nationalisation du crédit est distincte de celle de la réforme de la Banque Nationale, la proposition de jonction des deux projets est rejetée par 10 voix contre 3.

Sur ce d'autres commissaires déclarèrent ne pas comprendre pourquoi le Gouvernement proposait des réformes qui, à leur avis, ne s'imposaient pas.

Ils admettent que le projet du Gouvernement réussit à assurer la parfaite indépendance de la Banque à l'égard des intérêts particuliers, mais ils regrettent qu'il la met entièrement à la discrétion du pouvoir exécutif, et particulièrement du Département des Finances, finalement et presque inévitablement de la Trésorerie. En effet, comme par le passé, le gouverneur et le Commissaire seront nommés par le Roi; de plus, les directeurs seront nommés par arrêté royal, sur proposition du Conseil de Régence; celui-ci étant élu par l'Assemblée générale, où l'Etat détient la majorité; encore trois des Régents seront-ils présentés par le Ministre des Finances et deux autres devront-ils être élus « parmi les personnalités dirigeantes des institutions financières d'intérêt public ».

alleen van het koninklijk besluit van 10 Mei 1940, maar eveneens van iedere wettelijke beperking van de voorschotten. Het maximum zal voortaan worden vastgesteld bij *overeenkomsten* tussen de Minister van Financiën en de Nationale Bank, de Regentenraad *gehoord*; die overeenkomsten dienen daarenboven door de Ministerraad *goedgekeurd* en in het *Staatsblad bekendgemaakt*. Er wordt geen enkele termijn voor de bekendmaking in het ontwerp gesteld.

De Minister voorziet een overeenkomst waarbij het maximum wordt vastgesteld op 10 milliard, zegge de vóór de oorlog bepaalde grens, waarop coëfficiënt twee wordt toegepast.

SECTIE II.

Algemene bespreking.

Bij de aanvang van de bespreking, dringen enkele leden aan opdat de voorstellen van de heren Lahaut en Craeybeckx zouden gekoppeld worden aan het Regeringsontwerp. Zij menen, inderdaad, dat de Nationale Bank zou moeten genationaliseerd worden. Huns inziens, is het niet aannemelijk dat een privaat organisme, dat ontegensprekelijk van algemeen nut is, munt slaat, terwijl zijn financiële deelneming in de samenstelling van de waarborg van de in omloop zijnde biljetten zeer gering is.

Naar hun mening, strekt het Regeringsontwerp er zeker niet toe het Nationaal Instituut voor Uitgifte te nationaliseren, doch wel het te etatiseren, tegen alle sociale overwegingen in.

Nadat de Minister had opgemerkt, dat de kwestie van de nationalisatie van het kredietwezen verschillend is van deze van de hervorming der Nationale Bank, werd het voorstel tot toevoeging van beide voorstellen met 10 tegen 3 stemmen verworpen.

Daarop verklaarden andere leden van de Commissie, dat zij niet begrepen waarom de Regering hervormingen voorstelde die, huns inziens, niet onvermijdelijk zijn.

Zij geven toe, dat het ontwerp van de Regering er in slaagt de volledige onafhankelijkheid van de Bank ten overstaan van de particuliere belangen te verzekeren, doch zij betreuren dat het ze volledig overlevert aan de uitvoerende macht, in het bijzonder aan het Departement van Financiën en, tenslotte en bijna onvermijdelijk, aan de Thesaurie. Inderdaad, zoals vroeger, worden de Gouverneur en de Commissaris benoemd bij koninklijk besluit, op de voordracht van de Regentenraad; deze wordt gekozen door de Algemene Vergadering, waarin de Staat de meerderheid heeft; bovendien, worden drie van de Regenten voorgedragen door de Minister van Financiën en dienen twee anderen te worden gekozen « onder de leidende personaliteiten van de financiële instellingen van algemeen nut ».

Or serait-ce trop s'avancer, demandent-ils, que de prétendre que le Département des Finances, et spécialement la Trésorerie, ont souvent constitué un danger pour la Banque Nationale et la politique monétaire ?

Cette mainmise d'une partie du pouvoir exécutif sur la monnaie, le contrôle des crédits, etc. leur semble d'autant plus grave que désormais, si l'on adopte le projet, aucune autre limite ne sera établie pour les avances à l'Etat, si ce n'est celle qui sera fixée par convention entre le Ministre des Finances et la Banque Nationale.

Désormais le Département des Finances serait tout à la fois juge et partie, demandeur et distributeur, soit directement, soit par le truchement des personnes qu'il aura choisies et désignées.

Constatation curieuse, les commissaires, dont nous résumons ici les objections, en viennent — tout comme ceux qui avaient proposé la nationalisation — à reprocher au Gouvernement de « fonctionnariser » ou étatiser la Banque Nationale en la livrant à la discrétion du Ministre des Finances.

C'est d'ailleurs pour pallier cet inconvénient qu'un autre commissaire, qui défend par ailleurs la thèse gouvernementale, propose que les trois régents, qui seraient présentés par le Ministre aux suffrages de l'Assemblée générale, ne soient pas nécessairement des fonctionnaires de la Trésorerie, demanderesse à l'égard de la Banque; de plus, il demande que les organisations représentatives désignent elles-mêmes leurs représentants; il insiste enfin pour que la loi prévoit un bref délai pour la publication des accords relatifs aux avances de la Banque à l'Etat.

D'après un autre commissaire, c'est la nationalisation qui s'impose en vertu du caractère éminemment public — affirmé à plusieurs reprises par le législateur belge — de l'activité actuelle de l'Institut d'Emission. Il doit être mis fin aux contradictions qui peuvent naître entre l'intérêt général, qui peut seul inspirer une banque centrale, et l'intérêt particulier des actionnaires. Le seul moyen pour écarter dans l'avenir toute possibilité de conflits sera de faire passer le capital de la Banque Nationale dans le Domaine public. Ainsi l'on sera assuré que la Banque Nationale aura uniquement en vue la réalisation d'une politique monétaire visant à promouvoir le bien-être général du pays.

Le régime existant a d'ailleurs suscité, suscite encore et suscitera dans l'avenir de nombreuses difficultés. Du fait qu'elle doit avoir uniquement le bien commun en vue, une banque centrale peut être ame-

Welu, vragen zij, zou het te gewaagd zijn te beweren dat het Departement van Financiën, en in het bijzonder de Thesaurie, vaak een gevaar voor de Nationale Bank en voor de monetaire politiek hebben uitgemaakt?

Deze inpalming, door een onderdeel van de uitvoerende macht, van de munt, van de controle van het kredietwezen, enz., schijnt hun des te bedenkelijker daar er voortaan, indien het ontwerp wordt aangenomen, geen enkele grens meer voor de voorschotten aan de Staat zal worden vastgesteld, tenzij de overeenkomst tussen de Minister van Financiën en de Nationale Bank.

Voortaan, zou het Departement van Financiën tevens rechter en partij, aanvrager en verdeler zijn, hetzij rechtstreeks, hetzij door toedoen van de personen die het gekozen en benoemd heeft.

Het is opvallend, dat de leden van de Commissie, wier bezwaren wij hier samenvatten, tenslotte — evenals zij die de nationalisatie hadden voorgesteld — de Regering verwijten de Nationale Bank te « functionariseren » of te etatiseren, door haar aan de willekeur van de Minister van Financiën over te leveren.

Het is ten andere om dit bezwaar te verhelpen, dat een ander lid van de Commissie, die overigens de stelling van de Regering verdedigt, voorstelt, dat de drie regenten die door de Minister ter verkiezing door de algemene vergadering zouden worden voorgedragen, niet noodzakelijk ambtenaren van de Thesaurie, aanvraagster ten overstaan van de Bank, zouden zijn; hij vraagt, bovendien, dat de vooraanstaande organisaties zelf hun vertegenwoordigers zouden aanwijzen; tenslotte dringt hij aan opdat de wet een korte termijn voor de bekendmaking van de overeenkomsten betreffende de voorschotten van de Bank aan de Staat zou voorzien.

Volgens een ander lid van de Commissie, is de nationalisatie vereist, op grond van het overwegend openbaar karakter — herhaaldelijk door de Belgische Wetgever bevestigd — van de huidige bedrijvigheid van het Instituut voor Uitgifte. Er moet een einde worden gemaakt aan de tegenstrijdigheden die kunnen ontstaan tussen het algemeen belang, waardoor een centrale bank zich alleen mag laten leiden, en het particulier belang der aandeelhouders. Het enige middel om iedere mogelijkheid tot conflicten in de toekomst te vermijden, is dat het kapitaal van de Nationale Bank naar het Openbaar domein wordt overgebracht. Zo zal men er zeker van zijn, dat de Nationale Bank alleen de verwezenlijking nastreven zal van een monetaire politiek die ten doel heeft 's lands algemeen welzijn in de hand te werken.

Het huidige regime verwekte overigens, verwekt nog steeds en zal ook in de toekomst vele moeilijkheden verwekken. Wegens het feit, dat zij alleen het gemeenschappelijk belang moet nastreven, kan een

née à assumer des *risques*; est-il juste d'y exposer le capital privé ? Lorsque la banque centrale encourt des *pertes importantes*, dans l'exercice de sa fonction publique, l'Etat est nécessairement amené à intervenir; le capital privé peut-il profiter de telles interventions qui ne sont nullement inspirées par le désir d'en assurer la rentabilité ? Enfin la banque centrale peut également être amenée, de par la nature même des opérations qu'elle traite, à réaliser d'*importants bénéfices*, dus uniquement à son rôle d'organe public; est-il concevable que les actionnaires privés de la banque puissent tirer profit de ces circonstances exceptionnelles ?

Pour terminer, ce commissaire fait observer que le principe de la nationalisation est admis pratiquement dans tous les pays et, de plus, qu'en France et Hollande, il est appliqué ou en voie d'application grâce à l'appui des chrétiens.

Il conclut qu'« il ne peut plus y avoir, à l'heure actuelle, qu'une seule solution qui réponde de manière adéquate aux exigences impératives en matière de gestion de la monnaie et du crédit : celle de la nationalisation effective, c'est-à-dire d'une subordination absolue aux considérations de l'intérêt supérieur du pays, des divers organes qui interviennent dans la gestion et le contrôle du système monétaire entendu dans son sens le plus large ».

Passant l'exposé des motifs au crible de la critique, un commissaire fait remarquer ensuite que le législateur de 1850, en confiant à la Banque Nationale « la tâche de régularisation du crédit, intimement liée à la fonction monétaire », lui avait imparté une tâche d'importance bien plus réduite que le Gouvernement actuel ne veut le dire.

Il note en passant que les mesures de coordination prises depuis 1937 notamment, visaient uniquement à renforcer le contrôle de l'Etat, c'est-à-dire à permettre à l'Etat d'orienter la politique de la Banque à des fins qui lui sont supérieures, non pas à mettre la Banque à son service. Le projet actuel, pour rester dans la ligne de ces mesures, devra maintenir la distinction entre la Banque et le pouvoir exécutif; il ne pourra substituer un contrat de subordination à un contrat de collaboration.

Ceci offrirait d'autant plus de danger, qu'à l'époque actuelle il s'indique que l'Etat ait une politique conjoncturelle. Sans doute nos règles de comptabilité publique ne permettent pas une politique budgétaire appropriée. Rien n'empêche cependant que l'Etat ait une politique de travaux publics s'insérant dans une politique monétaire.

Une telle politique contribue surtout et presque uniquement à créer le climat favorable à la réalisation de nouveaux investissements. Elle reste finale-

centrale bank er toe gebracht worden *risico's* te nemen; is het billijk het privaat kapitaal er aan bloot te stellen? Wanneer de centrale bank, *belangrijke verliezen* lijdt in de uitoefening van haar openbare functie, wordt de Staat er noodzakelijk toe gebracht in te grijpen. Mag het privaat kapitaal voordeel halen uit dergelijke tussenkomsten die geenszins ingegeven zijn door de wens de rentabiliteit er van te verzekeren? Tenslotte, kan de centrale bank er, wegens de aard zelf van de door haar gedane verrichtingen, toe gebracht worden *belangrijke winsten* te boeken die alleen te danken zijn aan haar rol als openbaar organisme. Past het, dat de private aandeelhouders van de bank voordeel halen uit die uitzonderlijke omstandigheden?

Tenslotte, merkt dit commissielid op dat het beginsel van de nationalisatie praktisch in alle landen wordt aanvaard en, bovendien, dat het in Frankrijk en Nederland, dank zij de steun van de Christendemocraten, wordt toegepast of op het punt staat te worden toegepast.

Hij besluit « dat er, in de huidige omstandigheden, slechts één oplossing kan zijn die op doeltreffende wijze beantwoordt aan de dwingende eisen in zake beheer van de munt en van het kredietwezen: de daadwerkelijke nationalisatie, d.w.z. de volstrekte ondergeschiktheid van de verschillende organen die deelnemen aan het beheer en de controle van de munt, in haar ruimste zin opgevat, aan het hoger belang van het land ».

Een lid van de Commissie onderwerpt de memorie van toelichting aan een grondige kritiek en merkt op dat de wetgever van 1850, toen hij de Nationale Bank met « de regulering van het krediet, in nauw verband staande met de monetaire functie » belastte hij, haar een taak van veel minder belang had opgelegd dan de huidige Regering wil toegeven.

Hij wijst er terloops op, dat de coördinatiemaatregelen, die o.m. sedert 1937 werden getroffen, alleen ten doel hadden de Staatscontrole te verscherpen, d.w.z. de Staat toe te laten de politiek van de Bank naar hogere dan haar eigen doeleinden te richten en niet de Bank te zijnen dienste te stellen. Het huidige ontwerp dient, om binnen het bestek van die maatregelen te blijven, de scheiding tussen de Bank en de uitvoerende macht te handhaven. Het mag een contract van medewerking niet door een contract van ondergeschiktheid vervangen.

Dit zou des te meer gevaar opleveren, daar de Staat in de huidige omstandigheden een conjuncturele politiek moet volgen. Weliswaar laten onze regelen in zake openbare comptabiliteit geen gepaste budgetaire politiek toe. Dit kan de Staat echter geenszins verhinderen een politiek van openbare werken te volgen die past bij een monetaire politiek.

Een dergelijke politiek draagt vooral en bijna uitsluitend bij tot het scheppen van een gunstig klimaat voor de verwezenlijking van nieuwe beleggingen.

ment dépendante des réactions propres d'un marché multiple et divers où s'affrontent les décisions d'intérêts particuliers, de groupes d'intérêts privés et de l'Etat, distinct de la communauté.

C'est précisément parce que l'Etat est devenu lui-même, et par ses administrations et par les para-étatiques, un des secteurs de l'économie, qu'il ne peut diriger exclusivement la politique monétaire. En effet, il pourrait la diriger à un moment donné dans un sens favorable aux activités étatiques distinctes, mais opposé aux intérêts généraux de la communauté.

Tel est le cas notamment, lorsque l'Etat se sert de la Banque Nationale comme banquier, pour subvenir à ses dépenses ordinaires dites de consommation.

De là la nécessité, plus grande aujourd'hui que jamais pour l'Etat d'abandonner à l'Institut d'Emission la défense de la devise sur le marché des changes ainsi que la régularisation de la circulation et du fonctionnement de l'appareil bancaire. Il serait toutefois souhaitable, pour assurer l'unité de la politique monétaire, que les pouvoirs de la Commission Bancaire soient transférés à la Banque Nationale. Il est étonnant que le Gouvernement n'envisage pas cette éventualité.

En fin de discussion un porte-parole de la gauche socialiste définit la position de son groupe à peu près dans les termes suivants : « nous préférons de loin examiner avec les sociaux-chrétiens des modalités de nationalisation de l'Institut d'Emission. S'ils ne sont pas enclins à nous suivre sur ce terrain, nous voterons le projet du Gouvernement, considéré comme un progrès ».

Somme toute deux conceptions se sont affrontées au cours de la discussion générale. D'une part, il y avait ceux qui se méfient uniquement ou principalement des intérêts privés et qui veulent confier tout à la fois la protection et la direction de la banque centrale à l'Etat, gardien du bien commun. D'autre part, il y avait ceux qui estiment que l'Etat est descendu lui-même dans l'arène économique, et que l'Institut d'Emission ne peut dès lors pas plus lui être soumis qu'aux intérêts privés.

Le Ministre souligna que son projet se situe au point d'intersection de ces deux conceptions; que, en tant que formule transactionnelle, il peut réunir les suffrages de tous les membres de la Commission.

Zij blijft ten slotte afhankelijk van de eigen reacties van een veelzijdige en verschillende markt waar de beslissingen van particuliere belangen, van private belangengroepen en van de Staat, onderscheiden van de gemeenschap, tegenover elkaar komen te slaan.

Het is juist omdat de Staat zelf, én door zijn besturen én door de parastatale instellingen, één van de sectoren van het bedrijfsleven is geworden, dat hij niet alleen de muntpolitiek mag leiden. Inderdaad, hij zou op een bepaald ogenblik die politiek kunnen leiden in een zin die voor de verschillende Staatsbedrijvigheden gunstig zou zijn, maar strijdig met de algemene belangen van de gemeenschap.

Dit is o.m. het geval wanneer de Staat de Nationale Bank gebruikt als bankier, om te voorzien in zijn gewone uitgaven, verbruiksgeld uitgaven genoemd.

Vandaar de noodzakelijkheid, thans groter dan ooit, voor de Staat om de verdediging van de munt op de wisselmarkt, de regeling van de omloop en van de werking van het bankwezen over te laten aan het Instituut voor Uitgifte. Ten einde de eenheid van de muntpolitiek te waarborgen, zou het evenwel wenselijk zijn de bevoegdheden van de Bankcommissie aan de Nationale Bank over te dragen. Het is verwonderlijk dat de Regering die mogelijkheid niet overweegt.

Bij het einde van de bespreking, licht een woordvoerder van de socialistische linkerzijde het standpunt van zijn groep ongeveer in de volgende bewoordingen toe : « Wij zouden veruit verkiezen met de leden van de christelijke volkspartij de modaliteiten van de nationalisatie van het Instituut voor Uitgifte te onderzoeken. Indien zij niet geneigd zijn ons op dat gebied te volgen, dan zullen wij het Regeringsontwerp beschouwen als een vooruitgang en het als zodanig aannemen ».

In één woord, tijdens de algemene bespreking stonden twee opvattingen tegenover elkaar. Enerzijds, was er de groep van degenen die uitsluitend of hoofdzakelijk wantrouwig staan tegenover de private belangen en die tegelijk de bescherming en de leiding van de centrale bank willen toevertrouwen aan de Staat, behoeder van het algemeen welzijn. Anderzijds, was er de groep van hen die oordelen dat de Staat zelf in het economisch strijdperk is getreden, en dat bijgevolg het Instituut voor Uitgifte aan hem, zomin als aan de private belangen, mag onderworpen zijn.

De Minister verdedigde de stelling dat zijn ontwerp op het snijpunt staat van de twee opvattingen, en dat het, als transactieformule, door al de leden van de Commissie kan worden aangenomen.

SECTION III.

Discussion des articles.

Article premier.

§ 1. La Commission se trouve en présence d'un amendement principal (suppression du § 1) et d'un amendement subsidiaire (suppression du dernier alinéa du § 1).

De plus, en cours de discussion, il est proposé de remplacer le texte du projet par le texte suivant : « La Banque Nationale Belge est nationalisée et soumise à l'autorité exclusive de l'Etat ». Tandis que certains commissaires déplorent cette initiative qu'ils taxent d'idéologique, d'autres estiment qu'elle est intempestive parce qu'elle équivaut à la présentation d'un nouveau projet. Cependant le rédacteur de l'amendement ainsi que ses amis soutiennent que l'amendement vient à son heure; d'une part, il n'eût pu être introduit plus tôt, alors que la réforme de la Banque Nationale n'était pas en discussion; d'autre part, parce que l'idée de Nationalisation aurait fait du chemin dans l'opinion publique ces derniers temps.

Cet amendement est rejeté par 12 voix contre 9.

Ensuite la Commission passe à l'examen des premiers amendements. Leur auteur est d'avis qu'il est immoral de la part de l'Etat de s'assurer la majorité au sein de l'assemblée générale au moyen d'une confiscation des bénéfices réservés. Si ces bénéfices sont malsains, que l'Etat les récupère par l'impôt. Mais qu'il recherche le moyen moral et légal de s'assurer une influence légitime, qui ne nécessite d'ailleurs pas la possession de la moitié des titres.

Ces amendements sont rejetés par 15 voix contre 4 et 2 abstentions. Le texte du Gouvernement est adopté aux mêmes suffrages.

§ 2. Un commissaire propose de remplacer le texte du projet par le texte suivant : « A l'expiration du droit d'émission de la Banque, le fonds de réserve est acquis à l'Etat ». Il justifie son amendement en rappelant les deux sauvetages dont a bénéficié la Banque.

Le Ministre insiste pour que soit voté le texte du Gouvernement. En lésant les actionnaires, dit-il, on ébranlerait la confiance du public dans la valeur des actions de la Banque.

L'amendement est rejeté par 11 voix contre 9, tandis que le texte du Gouvernement est adopté par 16 voix et 4 abstentions.

SECTIE III.

Bespreking der artikelen.

Eerste artikel.

§ 1. Aan uw Commissie werden een hoofdamendement (weglating van § 1) en een bijkomend amendement (weglating van de laatste alinea van § 1) voorgesteld.

Bovendien wordt, in de loop van de bespreking, voorgesteld de tekst van het ontwerp te vervangen door volgende tekst : « De Nationale Bank van België wordt genationaliseerd en uitsluitend aan het gezag van de Staat onderworpen ». Terwijl sommige leden dit initiatief dat zij als ideologisch bestempelen, betreuren, zijn anderen van mening dat het ongelegen komt daar het gelijk staat met het indienen van een nieuw voorstel. De indiener van het amendement, alsmede zijn vrienden, houden evenwel staande dat het op het juiste ogenblik komt; enerzijds, kon het niet vroeger ingediend worden, daar de hervorming van de Nationale Bank niet in behandeling was; anderzijds, zou de laatste tijd de idee van de Nationalisatie bij de openbare mening veld hebben gewonnen.

Dit amendement wordt verworpen met 12 stemmen tegen 9.

De Commissie vat vervolgens het onderzoek aan van de eerste amendementen. Een lid is van mening dat het vanwege de Staat immoreel zou zijn zich, in de schoot van de algemene vergadering, de meerderheid te verzekeren door middel van een verbeurdverklaring van de gereserveerde winsten. Indien die winsten ongezond zijn, dat de Staat ze invordere langs de weg van de belastingen. Maar laat hij een moreel en wettelijk middel zoeken om zich een rechtmatige invloed te verzekeren, waarvoor het overigens niet noodzakelijk is de helft van de aandelen te bezitten.

Die amendementen worden verworpen met 15 stemmen tegen 4 en 2 onthoudingen. De tekst van de Regering wordt aangenomen met dezelfde stemmen.

§ 2. Een lid stelt voor de tekst van het ontwerp te vervangen door volgende tekst : « Bij het verstrijken van het emissierecht van de Bank, vervalt het reservefonds aan de Staat ». Hij rechtvaardigt zijn amendement door te herinneren aan het feit dat de Bank reeds tweemaal moest gered worden.

De Minister dringt aan opdat de tekst van de Regering zou worden aangenomen. Door de aandeelhouders te benadelen, zegt hij, zou men het vertrouwen van het publiek in de waarde van de aandelen van de Bank aan 't wankelen brengen.

Het amendement wordt verworpen met 11 stemmen tegen 9, terwijl de tekst van de Regering wordt aangenomen met 16 stemmen en 4 onthoudingen.

§ 3. Un commissaire propose de substituer à la 4^e ligne les mots « la loi » au mot « convention », et de supprimer les cinq dernières lignes du paragraphe.

Il estime dangereux de laisser fixer le plafond des avances consenties par la Banque à l'État, par une convention entre l'État et une Banque qui pratiquement lui est inféodée. Il voudrait que ce soit le pouvoir législatif qui se prononce en cette matière.

Certains commissaires, estimant que la première formule est trop rigide, proposent d'adopter les amendements ci-dessous, qui offrent les garanties voulues au moyen d'une formule plus souple.

Un membre propose, en effet, d'une part, de remplacer le mot « entendu » par les mots « ayant émis un avis favorable », d'autre part, d'ajouter après « publiées » les mots « dans la huitaine ». M. le Ministre estime le premier de ces amendements inutile, puisque, dit-il, toute convention suppose l'avis préalable du Conseil de Régence. Cependant, d'autres membres font remarquer que l'amendement emporte extension de la compétence du Conseil de Régence, qui devra être consulté par le Gouverneur et les Directeurs. C'est pourquoi d'ailleurs d'autres commissaires n'en veulent pas. Ils estiment inopportun d'apporter aux statuts des changements qui brisent la ligne de gestion que respecte le projet gouvernemental. La garantie gouvernementale leur paraît légitime et suffisante.

Cependant, l'auteur du premier amendement ne démord pas de son idée. Il estime dangereux de laisser pratiquement la décision à deux hommes, soit au Ministre et au Gouverneur, son homme lige.

Le premier amendement est rejeté par 12 voix contre 3 et 5 abstentions. Quant aux amendements suivants, le premier est rejeté par 9 voix contre 9 et 2 abstentions, tandis que le second, tendant à stipuler le délai de publication, est adopté à l'unanimité.

Le texte du Gouvernement est ensuite adopté par 12 voix contre 5 et 2 abstentions.

§ 4. Le Ministre explique qu'il s'agit de mettre le texte en concordance avec l'usage établi. Le texte est adopté à l'unanimité.

§ 5. Un commissaire propose d'ajouter *in fine* : « Le 3^e, B, de l'article 21 est supprimé ». Cette ajoute comporte la suppression des dividendes spéciaux, auxquels les actionnaires n'auraient plus droit, puisque la Banque doit être gérée exclusivement dans l'intérêt de la Nation. Un commissaire objecte que

§ 3. Een lid stelt voor, op de vijfde regel, het woord « overeenkomsten » te vervangen door de woorden « de wet », alsook de volgende woorden van die regel en de laatste vijf regels van de paragraaf weg te laten.

Hij is van oordeel dat het gevaarlijk is, de grens van de door de Bank aan de Staat toegestane voorschotten bij een overeenkomst tussen de Staat en een Bank die practisch van hem afhankelijk is te laten vaststellen. Hij zou wenschen dat het de welgevende macht is, die zich dienaangaande zou uitspreken.

Daar zij van oordeel zijn dat de eerste formule te strak is, stellen sommige leden voor de hieronder volgende amendementen, welke de gewenste waarborgen bieden door middel van een soepeler formule, aan te nemen.

Een lid stelt inderdaad voor, enerzijds, de woorden « de Regentenraad gehoord » te vervangen door de woorden « nadat de Regentenraad een gunstig advies heeft uitgebracht », en anderzijds, na de woorden « Belgisch Staatsblad » de woorden « binnen acht dagen » in te voegen. De Minister oordeelt dat het eerste van die amendementen nutteloos is, vermits elke overeenkomst het voorafgaand advies van de Regentenraad veronderstelt. Andere leden doen echter opmerken dat het amendement een uitbreiding van de bevoegdheid van de Regentenraad, die door de Gouverneur en de Directeurs zal dienen geraadpleegd, ten gevolge heeft. Dit is overigens de reden waarom andere leden er niet willen van horen. Zij achten het ongelegen aan het statuut wijzigingen aan te brengen die de algemene lijn van het beheer breken, welke door de Regeringsontwerp wordt geëerbiedigd. De waarborg van de Regering lijkt hun billijk en voldoende.

De indiener van het eerste amendement geeft nochtans zijn idee niet op. Hij acht het gevaarlijk de beslissing practisch over te laten aan twee mensen, hetzij de Minister en de Gouverneur, zijn vazal.

Het eerste amendement wordt verworpen met 12 stemmen tegen 3 en 5 onthoudingen. Wat de volgende amendementen betreft, het eerste er van wordt verworpen met 9 stemmen tegen 9 en 2 onthoudingen, terwijl het tweede, er toe strekkend de termijn van bekendmaking vast te stellen, eenparig wordt aangenomen.

Vervolgens wordt de tekst van de Regering aangenomen met 12 stemmen tegen 5 en 2 onthoudingen.

§ 4. De Minister legt uit dat het er om gaat de tekst in overeenstemming te brengen met het gevestigd gebruik. De tekst wordt eenparig aangenomen.

§ 5. Een lid stelt voor *in fine* toe te voegen : « Het 3^e, B, van artikel 21, wordt weggelaten ». Die toevoeging zou de afschaffing ten gevolge hebben van de speciale dividend, waarop de aandeelhouders geen recht meer zouden hebben, vermits de Bank uitsluitend in 's Lands belang moet beheerd worden. Een

l'adoption de cet amendement aurait comme conséquence de transformer les actions en obligations et de rompre le contrat entre l'actionnaire et la Banque.

Le Ministre estime inopportun de décourager les actionnaires en les privant de l'espoir de toucher un dividende qui est de l'ordre de grandeur de 3 %. L'on risquerait ainsi de faire tomber les cours pour une raison futile. De plus, l'amendement nuirait à la logique et à la cohérence du projet, qui répond à l'esprit et à la lettre de la déclaration gouvernementale.

L'auteur ayant retiré son amendement, tout en déclarant qu'il se réservait de le représenter si le Conseil de Régence était modifié, le § 5 est adopté.

§ 6. Le Ministre déclare que ce paragraphe confirme, quant au nombre de directeurs, la situation existante. Ce paragraphe est adopté, ainsi que le suivant, sans discussion.

§ 8. Un commissaire ayant proposé la suppression de la seconde phrase ainsi que du § 6 de l'article 23 de la loi organique, le Ministre lui répond que la Banque Nationale exerçant pratiquement un contrôle sur l'activité bancaire, il est illogique qu'un banquier siège au Conseil des Censeurs.

Sauf la seconde phrase, qui est rejetée par 5 voix et 7 abstentions, le § 8 est adopté.

§ 9. Un commissaire propose de porter à huit ans le terme pour lequel le gouverneur est nommé par le Roi et à six ans le terme des régents. Il estime qu'il faut donner plus de stabilité au gouverneur, qui siège comme arbitre entre l'intérêt public et les intérêts privés.

Le Ministre estime qu'il faut respecter la situation existante, puisqu'elle n'a jamais donné lieu à critiques. Il insiste tout particulièrement pour que le texte limitant à trois ans le mandat des régents soit maintenu, pour lui permettre de restreindre les cas d'incompatibilité.

Finalement, le mandat du gouverneur est prolongé de cinq à huit ans par 7 voix contre 6, tandis que la proposition de prolongation du terme des régents est rejetée par 6 voix contre 5 et 2 abstentions.

Un autre commissaire demande alors s'il convient de laisser décider par le Ministre, qui est habilité à représenter les organismes représentatifs. N'est-ce pas à ceux-ci qu'il convient de présenter à nomination les hommes en qui ils ont confiance. Il préférerait, de plus, des représentants du Conseil central d'Economie à des représentants des Institutions para-

lid werpt op dat de aanneming van het amendement de omvorming van de aandelen in obligatiën en de verbreking van het contract tussen de aandeelhouder en de Bank zou ten gevolge hebben.

De Minister acht het ongelegen de aandeelhouders te ontmoedigen door hen te beroven van de hoop een dividend te ontvangen van amper 3 t.h. Men zou aldus gevaar lopen de noteringen neer te drukken om een onbeduidende reden. Het amendement zou bovendien schaden aan de logica en de samenhang van het ontwerp, dat beantwoordt aan de geest en de letter van de Regeringsverklaring.

Nadat de indiener zij amendement heeft ingetrokken, maar tevens verklaard heeft dat hij zich het recht voorbehoudt het opnieuw in te dienen indien de Regentenraad wordt gewijzigd, wordt paragraaf 5 aangenomen.

§ 6. De Minister verklaart dat die paragraaf de bestaande toestand, in zake het aantal directeurs, bekrachtigt. Die paragraaf, alsmede de volgende, worden zonder bespreking aangenomen.

§ 8. Daar een lid voorstelt de tweede volzin weg te laten van § 6 van artikel 23 der organieke wet, antwoordt de Minister dat, vermits de Nationale Bank practisch contrôle uitoefent op de bankbedrijvigheid, het onlogisch is dat een bankier in de Raad der Censoren zetelt.

Paragraaf 8 wordt aangenomen, behalve die tweede alinea die verworpen wordt met 5 stemmen en 7 onthoudingen.

§ 9. Een lid stelt voor de termijn waarvoor de gouverneur door de Koning wordt benoemd, op 8 jaar te brengen, en de termijn van de regenten op 6 jaar. Hij is van oordeel dat meer stabiliteit moet gegeven worden aan het ambt van gouverneur, die als scheidsrechter optreedt tussen het openbaar belang en de private belangen.

De Minister oordeelt dat de bestaande toestand moet geëerbiedigd worden, vermits hij nooit aanleiding heeft gegeven tot kritiek. Hij dringt vooral aan opdat de tekst waarbij het mandaat der regenten tot 3 jaar wordt beperkt, zou behouden blijven, ten einde hem toe te laten de gevallen van onverenigbaarheid te beperken.

Ten slotte wordt het mandaat van Gouverneur van 5 op 8 jaar gebracht met 7 stemmen tegen 6, terwijl het voorstel tot verlenging van de termijn der regenten wordt verworpen met 6 stemmen tegen 5 en 2 onthoudingen.

Een ander lid vraagt dan of het raadzaam is door de Minister te laten uitmaken wie bevoegd is om de representatieve organismen te vertegenwoordigen. Komt het niet aan dezen toe voor de benoeming de mensen voor te dragen in wie zij vertrouwen hebben? Om in de Regentenraad te zetelen, zou hij bovendien vertegenwoordigers van de Centrale Raad

étatiques pour siéger au Conseil de Régence. Il propose donc de remplacer les alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 24 de la loi organique par le texte suivant : « Les régents sont élus sur des listes doubles de candidats présentés : trois par le Ministre des Finances; deux par les organisations syndicales les plus représentatives; trois par les organisations les plus représentatives de l'industrie, de l'agriculture et des classes moyennes. Un arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres, fixera le règlement et les modalités transitoires pour la présentation de deux candidats en attendant la création du Conseil central de l'Economie ».

Le Ministre exprime la crainte de voir proposer, à la faveur du texte de l'amendement, des incompétences au choix de l'Assemblée générale. Qu'on laisse le choix au Ministre, contrôlé par l'Assemblée générale qui peut rejeter ses propositions. L'Assemblée générale pourra même faire d'autres propositions pour l'élection des régents. Ceci ne satisfait nullement nombre de commissaires. L'un d'eux estime que l'intervention d'organismes économiques et professionnels dans la proposition des candidats serait une précieuse indication, que le Ministre voudrait voir écarter pour pouvoir, pratiquement, nommer de façon absolue tous les membres du Conseil de Régence. L'auteur de l'amendement vient à la rescousse pour souligner le principe inclus dans son texte et déclarer à nouveau qu'il refuse au Ministre le droit de décréter souverainement qui appartient à une organisation déterminée, appelée par la loi à être représentée. C'est aux organisations elles-mêmes à proposer leurs représentants au choix du Ministre. A ceci d'autres commissaires rétorquent que la discussion est sans utilité parce que, sauf pour deux régents désignés par le Roi, les présentations se trouvent sous le droit commun; le Ministre se déclare d'accord avec cette manière de voir.

A un commissaire qui lui demande ce qu'il pense de la proposition de faire désigner deux régents par le Conseil central de l'Economie, le Ministre répond que ce Conseil n'existe pas, que dès lors on ne peut connaître sa composition ni savoir s'il aura compétence pour être délégué à la Banque Nationale. Il insiste à nouveau pour que les établissements parastatiques de crédit soient représentés au Conseil de Régence.

Un commissaire propose de remplacer en tous cas le membre de phrase « deux par les organisations syndicales les plus représentatives » par celui-ci : « deux par les organisations les plus représentatives des travailleurs ». Cet amendement est adopté à l'unanimité.

voor het Bedrijfsleven verkiezen boven vertegenwoordigers van de parastatale instellingen. Hij stelt derhalve voor de alinea's 3, 4, 5, 6 en 7 van artikel 24 van de organieke wet te vervangen door volgende tekst : « De regenten worden gekozen op dubbele kandidatenlijsten, voorgedragen : drie door de Minister van Financiën; twee door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven; twee door de meest representatieve syndicale verenigingen; drie door de meest representatieve nijverheids-, landbouw- en middenstandsverenigingen. In afwachting van de oprichting van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, worden de regeling en de overgangsmodaliteiten voor de voordracht van twee kandidaten vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit ».

De Minister geeft uiting aan zijn vrees dat, dank zij de tekst van het amendement, onbevoegde personen aan de algemene vergadering ter verkiezing zullen worden voorgesteld. Dat men de keuze overlataan aan de Minister, onder het toezicht van de algemene vergadering die zijn voorstellen kan verwerpen. De algemene vergadering kan zelfs andere voorstellen doen voor de verkiezing van de regenten. Dit schenkt geen voldoening aan een groot aantal leden. Een hunner is van oordeel, dat de tussenkomst van economische en professionele organismen in het voordragen van de kandidaten een kostbare aanwijzing zou zijn, waartegen de Minister gekant is om praktisch onafhankelijk al de leden van de Regentenraad te kunnen benoemen. De indiener van het amendement komt hem ter hulp, om het in zijn tekst vastgelegd grondbeginsel te onderstrepen en opnieuw te verklaren dat hij aan de Minister het recht ontzegt om oppermachtig vast te stellen wie tot een bepaalde organisatie, door de Koning aangewezen om te worden vertegenwoordigd, behoort. De organisaties moeten zelf het recht hebben hun vertegenwoordigers aan de keus van de Minister voor te leggen. Daarop antwoorden andere leden dat de bespreking nutteloos is, omdat de voordrachten, behalve voor twee door de Koning aangewezen regenten, onder het gemeen recht vallen; de Minister verklaart zich akkoord met die zienswijze.

Aan een lid van de Commissie die hem vroeg wat hij dacht over het voorstel twee regenten te laten aanwijzen door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, antwoordde de heer Minister dat die Raad niet bestaat, dat men derhalve de samenstelling er van niet kan kennen noch weten of hij bevoegd zal zijn om te worden afgevaardigd bij de Nationale Bank. Hij drong opnieuw aan opdat de parastatale kredietinstellingen in de Regentenraad zouden vertegenwoordigd zijn.

Een lid van de Commissie stelt voor het zinsdeel « twee door de meest representatieve syndicale verenigingen » in ieder geval te vervangen door « twee door de meest representatieve arbeidersorganisaties ». Dit amendement wordt eenparig aangenomen.

Le principe des listes doubles est rejeté par 6 voix contre 4 et 2 abstentions. L'amendement initial est rejeté par 6 voix contre 4, tandis que le texte du Gouvernement est approuvé par 5 voix et 7 abstentions.

Un autre commissaire propose encore de stipuler que l'alinéa suivant sera inséré à la suite de l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi organique : « En ce qui concerne l'élection des censeurs, il est fait application de l'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ». Ceci empêcherait le Gouvernement qui nommerait sinon les commissaires, grâce à la majorité qu'il détient à l'Assemblée générale, et se contrôlerait donc lui-même. Le Ministre s'attache au projet gouvernemental et rappelle à la Commission que les opérations de contrôle ne constituent pas l'unique tâche des censeurs. Il ne parvient cependant pas à convaincre la majorité des commissaires, qui vote l'amendement par 6 voix contre 5.

Ensuite il est proposé de substituer au dernier alinéa le texte suivant : « Un arrêté royal déterminera les cautionnements à constituer par les régents et les censeurs respectivement ». Cet amendement aurait pu donner lieu à une intéressante discussion : tous les citoyens ont-ils en démocratie le droit d'exercer toutes les fonctions ou bien ont-ils simplement le droit d'exiger que ces fonctions soient remplies au mieux de l'intérêt général et sous le contrôle de l'autorité constituée ? C'est de cette dernière opinion que l'auteur s'inspire lorsqu'il justifie son amendement par les responsabilités qu'assument régents et censeurs. Un autre commissaire admet le principe de cet amendement, tout en n'admettant pas que le taux de la caution soit fixé par arrêté royal; d'après lui, cela permettrait d'élever ou d'abaisser le taux au gré des préoccupations politiques. D'autres encore rejettent même le principe de l'amendement; ou bien, disent-ils, la caution sera sérieuse, dans ce cas les gens modestes seront écartés; ou bien la caution sera insignifiante et partant sans efficacité.

Cet amendement est rejeté par 6 voix contre 1 et 2 abstentions. Le texte du Gouvernement est adopté à la même majorité.

L'ensemble du § 9 est adopté par 5 voix contre 1 et 3 abstentions.

§ 10. Adopté sans discussion.

§ 11. Adopté sans discussion.

§ 12. Un commissaire propose de rédiger correctement le texte relatif à la limite d'âge.

Het beginsel van de dubbele lijsten wordt verworpen met 6 tegen 4 stemmen bij 2 onthoudingen. Het oorspronkelijk amendement wordt verworpen met 6 tegen 4 stemmen, terwijl de tekst van de Regering wordt goedgekeurd met 5 stemmen bij 7 onthoudingen.

Een ander lid van de Commissie stelt nog voor te bedingen dat de volgende alinea wordt ingevoegd na alinea 3 van artikel 24 der organieke wet : « Wat de verkiezing van de censoren betreft, wordt artikel 76 van de samengeoordnete wetten op de handelsvennootschappen toegepast ». Dit zou verhinderen dat de Regering, die anders, dank zij de meerderheid die zij heeft in de algemene vergadering, de commissarissen zou benoemen, dienvolgens zichzelf zou controleren. De Minister blijft bij het Regeringsontwerp en herinnert de Commissie er aan dat de controleverrichtingen niet de enige opdracht der censoren uitmaken. Hij slaagt er echter niet in de meerderheid der leden van de Commissie te overtuigen, die het amendement met 6 tegen 5 stemmen goedkeuren.

Vervolgens wordt voorgesteld de slotalinéa te vervangen door volgende tekst : « Bij koninklijk besluit worden de borgstellingen vastgesteld, die onderscheidenlijk door de regenten en de censoren dienen gestort ». Dit amendement had aanleiding kunnen geven tot een belangwekkende bespreking : hebben alle burgers in een democratie het recht alle functiën uit te oefenen ? Of hebben zij slechts het recht te eisen dat die functiën zo goed mogelijk in het algemeen belang en onder de controle van de gevestigde macht zouden worden uitgeoefend ? Van laatstvermelde opvatting gaat de indiener uit, wanneer hij zijn amendement rechtvaardigt door de verantwoordelijkheden die regenten en censoren dragen. Een ander Commissielid aanvaardt het beginsel van dat amendement, doch neemt niet aan dat het bedrag van de borgstelling bij koninklijk besluit zou worden vastgesteld. Dit zou zijns inziens toelaten dit bedrag te verhogen of te verminderen naar gelang van de politieke becommernissen. Anderen nog verwerpen het beginsel zelf van het amendement. Ofwel, verklaren zij, is de borgstelling aanzienlijk, en in dat geval worden de personen met geringe inkomsten geweerd; ofwel is zij onbeduidend en, derhalve, ondoeltreffend.

Dit amendement wordt verworpen met 6 stemmen tegen 1 bij 2 onthoudingen. De tekst van de Regering wordt met dezelfde meerderheid aangenomen.

Paragraaf 9 in zijn geheel wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 1 bij 3 onthoudingen.

§ 10. Wordt zonder bespreking aangenomen.

§ 11. Wordt eveneens zonder bespreking aangenomen.

§ 12. Een lid van de Commissie stelt voor de tekst in verband met de leeftijdsgrens juist op te stellen.

Les §§ 13 et 14 ainsi que les articles 2, 3, 4 et 5 sont adoptés sans discussion.

L'ensemble de la loi est approuvé par 5 voix contre 1 et 3 abstentions.

CHAPITRE II.

PROJET DE LOI

RELATIF A L'ASSAINISSEMENT DU BILAN DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

SECTION I.

Exposé général.

L'assainissement du bilan de la Banque Nationale suppose deux grandes opérations : 1° décharger la Banque Nationale de la créance partiellement irrécouvrable sur la Banque d'Emission; 2° régler les créances de la Banque sur l'Etat.

L'exposé des motifs rappelle les conclusions du Comité d'Enquête créé par arrêté-loi du 11 décembre 1944 pour dire que le Gouvernement s'y conforme en proposant de régler la première de ces opérations de la manière suivante : « a) autoriser l'Etat à se subroger à la Banque Nationale de Belgique dans la créance de celle-ci sur la Banque d'Emission à Bruxelles dès que l'assemblée générale des actionnaires de la Banque Nationale aura marqué son accord sur l'augmentation de capital de la Banque prévue par la loi modifiant la loi organique de celle-ci, et sur l'abandon au Trésor Public des bénéfices afférents à la période de guerre; b) d'affecter à l'amortissement de la créance susdite le produit de l'emprunt d'assainissement monétaire émis en vertu de la loi du 14 octobre 1945 ».

Notons que la créance sur la Banque d'Emission s'élève à fr. 64.597,062,357.96, tandis que le produit de l'emprunt d'assainissement monétaire s'élevait au 15 janvier 1948 à fr. 63,528,172,492.84.

Le total des créances de la Banque sur l'Etat est de 51 milliards 50 millions, qui se décompose comme suit : a) 50 milliards d'avances à l'Etat en vertu de la convention du 9 avril 1945; b) deux créances sur l'Etat, l'une de 500 millions (solde des dettes de marks), l'autre de 550 millions (perte sur les avoirs en livres sterling), ensemble 1,500 millions.

Le Gouvernement a l'intention d'affecter à l'amortissement partiel de ces dettes le montant de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, soit 10,493 millions, ainsi qu'une provision de 4,500 millions à valoir sur le montant des billets acquis à l'Etat.

§§ 13 et 14, alsook artikelen 2, 3, 4 en 5, worden aangenomen zonder bespreking.

Het wetsontwerp wordt in zijn geheel goedgekeurd met 5 stemmen tegen 1 en 3 onthoudingen.

HOOFDSTUK II.

WETSONTWERP

BETREFFENDE DE SANERING DER BALANS VAN DE NATIONALE BANK VAN BELGIE.

SECTIE I.

Algemene toelichting.

De sanering van de balans van de Nationale Bank onderstelt twee grote verrichtingen : 1° de Nationale Bank ontlasten van de gedeeltelijk oninvorderbare schuldvordering op de Emissiebank; 2° de schuldvorderingen van de Bank op de Staat regelen.

In de memorie van toelichting wordt herinnerd aan de besluiten van het door de besluitwet van 11 December 1944 ingesteld Onderzoeksc comité om te zeggen, dat de Regering er zich naar schikt wanneer zij voorstelt de eerste van die verrichtingen op de volgende wijze te regelen: « a) de Staat machtiging te verlenen om in de plaats te treden van de Nationale Bank van België met betrekking tot haar schuldvordering op de Emissiebank te Brussel, zodra de algemene vergadering van de aandeelhouders van de Nationale Bank haar instemming heeft betuigd omtrent de verhoging van het kapitaal der Bank, voorzien bij de wet tot wijziging van haar organieke wet, en omtrent de afstand aan de Schatkist van de winsten met betrekking tot de oorlogsperiode; b) tot delging van bovenbedoelde schuldvordering de opbrengst aan te wenden van de krachtens de wet dd. 14 October 1945 uitgegeven muntsaneringslening ».

Wij stippen aan, dat de schuldvordering op de Emissiebank fr. 64,597,062,357.96 bedraagt, terwijl de opbrengst van de muntsaneringslening, op 15 Januari 1948, fr. 63,528,172,492.84 bedroeg.

De gezamenlijke schuldvordering van de Bank op de Staat beloopt 51 milliard 50 miljoen, ingedeeld als volgt : a) 50 milliard voorschotten aan de Staat krachtens de overeenkomst van 9 April 1945; b) twee schuldvorderingen op de Staat, de ene van 500 miljoen (saldo van de markenschuld), de andere van 550 miljoen (verlies op de activa in ponden sterling), te zamen 1,500 miljoen.

De Regering is voornemens, ter gedeeltelijke aanzuivering dier schulden, het bedrag aan te wenden van de herwaardering van de goudvoorraad van de Nationale Bank, zegge 10.493 miljoen frank, alsook een provisie van 4.500 miljoen die in mindering komt van het bedrag van de aan de Staat vervallen biljetten,

L'exposé des motifs conclut : « l'ensemble de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque Nationale — compte tenu de la dette de 64,597 millions de francs de la Banque d'Emission — ressort à 115,467 millions de francs ».

Après amortissements le chiffre de la dette est ramené à 37,100 millions de francs environ.

35 milliards seront transformés en dette consolidée; 2,126 millions seront intégrés dans l'avance consentie à l'Etat par voie de convention (cf. § 3 de l'art. 1^{er} du projet 282). L'exposé des motifs déclare triomphalement que « dans ces conditions rien ne s'oppose plus à l'abrogation de l'arrêté-loi du 10 mai 1940, relatif aux avances de la Banque Nationale à l'Etat ».

SECTION II.

Discussion des articles.

Article premier.

Un commissaire propose de supprimer les mots : « et sur l'abandon à l'Etat des bénéfices de la Banque afférents à la période de guerre ». Se plaçant sur le terrain moral et juridique, il ne peut admettre que l'Etat s'empare arbitrairement des bénéfices de guerre de la Banque Nationale. Répondant à cet argument, le Ministre soutient qu'il serait immoral d'abandonner aux actionnaires des bénéfices qui, d'une part, sont dus uniquement au rôle d'organe public de la Banque et, d'autre part, ne sont tels que pour autant que l'Etat reprenne la créance de la Banque sur la Banque d'Emission. A quoi l'auteur de l'amendement rétorque, que l'opération proposée manque de base juridique.

Un commissaire demande alors au Ministre si les bénéfices dont question, repris au compte de la Banque Nationale « opérations d'inventaire différées », ne courent pas le risque d'être taxés; une telle taxation serait inacceptable, alors que la matière imposable a disparu par suite de la cession des bénéfices en cause à l'Etat.

A cette question le Ministre répondit dans les termes suivants : « Pour l'application des impôts directs les sommes actées par la Banque Nationale au compte d'attente intitulé « opérations d'inventaire différées » et dont le total forme, pour les exercices sociaux clôturant du 25 décembre 1940 au 25 décembre 1944, la somme de fr. 263,937,055.90 figurant à la page 3 de l'exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi organique de la Banque, sont à considérer comme représentant, à la clôture de chacun des dits exercices, une dette effective de la Banque Nationale

De memorie van toelichting besluit met de woorden : « Het geheel der schuld van de Staat tegenover de Nationale Bank bedraagt 115,467 miljoen frank, met inachtneming van de schuld van 64,597 miljoen frank der Emissiebank ».

Na delgingen wordt het cijfer der schuld teruggebracht tot op circa 37,1 milliard frank.

35 milliard worden omgezet in geconsolideerde schuld; 2,126 miljoen worden opgenomen in het aan de Staat door middel van overeenkomst verleende voorschot (cfr. § 3 van art. 1 van ontwerp 282). In de memorie van toelichting wordt triomfantelijk verklaard dat er « onder deze voorwaarden geen bezwaar meer is tegen de intrekking van de besluitwet dd. 10 Mei 1940 betreffende de voorschotten van de Nationale Bank aan de Staat ».

SECTIE II.

Bespreking der artikelen.

Eerste artikel.

Een Commissielid stelt de weglating voor van de volgende woorden : « en met het afstaan aan de Staat van de aan het oorlogstijdperk verbonden winsten van de Bank ». Van zedelijk en juridisch standpunt uit, kan hij niet aanvaarden, dat de Staat zich op willekeurige wijze meester zou maken van de oorlogswinst van de Nationale Bank. Als antwoord op die bewijsvoering, heeft de Minister van Financiën verklaard, dat het immoreel zou zijn, aan de aandeelhouders winsten af te staan die enerzijds uitsluitend het gevolg zijn van de rol van openbare instelling die de Bank vervult en, anderzijds, slechts bestaan voor zover de Staat de schuldvordering overneemt van de Bank op de Emissiebank. Hiertegen wordt door de indiener van het amendement aangevoerd, dat de voorgestelde verrichting van alle rechtsgrond is ontbloot.

Een lid van de Commissie vraagt ook aan de Minister of bedoelde winsten, voorkomend op de rekening « uitgestelde inventarisverrichtingen » van de Nationale Bank, geen gevaar liepen te worden belast, daar een dergelijke aanslag onaanvaardbaar zou zijn wanneer de belastbare stof verdween ten gevolge van de afstand van bedoelde winsten aan de Staat.

Die vraag werd door de Minister op volgende wijze beantwoord : « Voor de toepassing van de directe belastingen mochten de door de Nationale Bank in een rekening getiteld « uitgestelde inventarisverrichtingen » vermelde winsten, die samen, voor de boekjaren afsluitend van 25 December 1940 tot 25 December 1944, de som van fr. 263,937,055.90 vertegenwoordigen, vermeld op bladzijde 3 van het wetsontwerp tot wijziging van de organieke wet der Nationale Bank, moeten worden beschouwd als zijnde, bij het sluiten van ieder van bedoelde dienst-

envers l'Etat du chef de la subrogation de l'Etat à la Banque dans la créance de celle-ci sur la Banque d'Emission à Bruxelles ».

Art. 2.

Le Ministre explique que la reprise par l'Etat de la créance (irrécupérable dans une large mesure) de 64,5 milliards que la Banque Nationale possède sur la Banque d'Emission est la clef de voute de l'opération d'assainissement monétaire. Voyez l'opinion des membres de la Commission d'Enquête citée dans l'exposé des motifs.

Il est normal que cette créance de 64,5 milliards, née des opérations inflationnistes imposées par l'occupant, soit essentiellement résorbée par les 63,5 milliards qui représentent le produit de l'investissement dans un emprunt à long terme des moyens de paiement excédentaires mis en circulation pendant la guerre.

Cet article est adopté sans discussion.

Art. 3.

Le littéra a) est adopté sans discussion.

Au littéra b) un commissaire propose de rédiger le second alinéa comme suit : « Sans préjudice aux mesures pouvant être prises ultérieurement pour l'apurement du surplus de la dette consolidée, 5 milliards en seront remboursés au moyen de la part annuelle de l'Etat dans les bénéfices de la Banque Nationale ». Il voudrait que l'Etat reconnaisse la dette de 30 milliards et en prévoie l'amortissement.

Un autre commissaire se demande s'il serait possible à l'Etat de rembourser une telle dette. Par la fiscalité ? Dans ce cas il serait préférable, dit-il, d'alléger le système bancaire qui ploie sous le faix des bons de trésorerie, et de soustraire ainsi la Trésorerie aux fluctuations du système bancaire privé.

Il est ensuite demandé au Ministre ce qu'il entend par « dette consolidée » ; n'est-ce pas un euphémisme en l'occurrence ?

Le Ministre répond que la dette de l'Etat envers la Banque Nationale, qui s'élève actuellement à 50 milliards, pour être réduite d'abord à 35 milliards, ensuite à 30 milliards, après l'application du projet de loi, figure actuellement dans le portefeuille de la Banque sous forme de certificats de trésorerie non productifs d'intérêts à 4 mois.

jaren, een werkelijke schuld van de Nationale Bank ten opzichte van de Staat uit hoofde van de indeplaatsstelling van de Staat ten opzichte van de Bank, wat de schuldvordering betreft van deze laatste op de Emissiebank te Brussel ».

Art. 2.

De Minister legt uit, dat de overname door de Staat van de grotendeels oninvorderbare schuldvordering van 64,5 milliard die de Nationale Bank op de Emmissiebank bezit de hoeksteen uitmaakt van de muntsaneringsverrichting. Men lette op de in de memorie van toelichting vermelde mening van de leden der Onderzoekscommissie.

Het is normaal, dat die schuldvordering van 64,5 milliard, ontstaan door de inflatieverrichtingen opgelegd door de bezetter, hoofdzakelijk zou worden opgeslorpt door de 63,5 milliard die de opbrengst vertegenwoordigen van de belegging in een lening op lange termijn van de tijdens de oorlog in omloop gebrachte overvloedige betaalmiddelen.

Dit artikel werd zonder bespreking aanvaard.

Art. 3.

Littera a) wordt zonder bespreking aangenomen.

Bij littera b) stelt een Commissielid voor, de tweede alinea te doen luiden als volgt : « Onverminderd de maatregelen die later kunnen worden genomen om het overschot van de geconsolideerde schuld te zuiveren, worden 5 milliard er van terugbetaald door middel van het jaarlijks aandeel van de Staat in de winsten van de Nationale Bank ». Hij zou willen, dat de Staat de schuld van 30 milliard zou erkennen en er de delging van zou voorzien.

Een Commissielid vraagt zich af of het de Staat mogelijk zou zijn een dergelijke schuld terug te betalen. Door middel van belastingen ? In dat geval, zegt hij, ware het verkieslijker het bankstelsel te verlichten dat gebukt gaat onder de last van de schatkistbons, en aldus de Thesaurie te onttrekken aan de schommelingen van het privaat bankstelsel.

Vervolgens wordt aan de Minister gevraagd wat hij door « geconsolideerde schuld » verstaat. Is dit hier geen euphemisme ?

De Minister antwoordt, dat de schuld van de Staat tegenover de Nationale Bank, die thans 50 milliard bedraagt om eerst te worden teruggebracht tot op 35 milliard, vervolgens tot op 30 milliard, na de toepassing van de wet, thans in de portefeuille van de Bank voorkomt onder de vorm van niet rentegevende schatkistcertificaten op 4 maanden.

Après la consolidation projetée, le certificat représentant le solde de cette dette sera créé sans terme d'exigibilité.

Aux mains de la Banque, cette créance servira de couverture à la circulation monétaire au même titre que l'or, les devises et le portefeuille commercial. Le montant de 30 milliards représente une couverture normale qui laisse à l'activité de l'Institut d'Emission toute la souplesse voulue. Il n'est pas possible de s'engager à réduire ce montant, sans provoquer une déflation aux conséquences incalculables.

Cette conception a cours dans d'autres pays, tels les U.S.A. et le Royaume-Uni, où, d'importantes avances à l'Etat figurent au bilan de l'Institut d'Emission; aux U.S.A. depuis la guerre de 1914-1918, au Royaume-Uni depuis la fondation de la Bank of England à la fin du XVII^e siècle.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 1; le texte gouvernemental est adopté à la même majorité. L'ensemble de l'article 3 est adopté par 9 voix contre 1 et 1 abstention.

Art. 4.

Cet article est adopté à l'unanimité.

L'ensemble du projet est adopté par 9 voix contre 1 et 1 abstention.

CHAPITRE III.

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ-LOI N° 5 DU 1^{er} MAI 1944 RELATIF AUX CONDITIONS D'ACHAT ET DE VENTE DE L'OR ET DES MONNAIES ÉTRANGÈRES.

Ce projet n'a pas donné lieu à discussion. Après que le Ministre eut paraphrasé l'exposé des motifs, l'ensemble du projet fut adopté par 9 voix et 1 abstention.

Le Rapporteur,
Théo LEFÈVRE.

Le Président,
Fr. VAN BELLE.

Na de voorgenomen consolidatie, zal het certificaat dat het saldo van die schuld vertegenwoordigt worden opgemaakt zonder vermelding van de invorderbaarheidstermijn.

In handen van de Bank zal die schuldvordering tot dekking van de muntomloop dienen in dezelfde mate als het goud, de deviezen en de handelsportefeuille. Het bedrag van 30 milliard vertegenwoordigt een normale dekking die aan de werking van de Circulatiebank de nodige lenigheid laat. Het is niet mogelijk de vermindering van dit bedrag te beloven zonder een deflatie te verwekken waarvan de gevolgen niet kunnen worden overzien.

Die opvatting heeft ingang gevonden in andere landen zoals de V.S.A. en het Verenigd Koninkrijk, waar belangrijke voorschotten aan de Staat voorkomen op de balans van de Circulatiebank, in de V.S.A. sedert de oorlog van 1914-1918, in het Verenigd Koninkrijk, sedert de stichting van de Bank of England, op het einde van de XVII^e eeuw.

Het voorgesteld amendement wordt met 10 stemmen tegen 1 verworpen; de Regeringstekst wordt met dezelfde meerderheid goedgekeurd. Het artikel 3 wordt in zijn geheel aanvaard met 9 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

Art. 4.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Het gezamenlijk ontwerp wordt goedgekeurd met 9 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

HOOFDSTUK III.

WETSONTWERP HOUDENDE WIJZIGING VAN DE BESLUITWET N° 5 dd. 1 MEI 1944, BETREFFENDE DE VOORWAARDEN INZAKE AANKOOP EN VERKOOP VAN GOUD EN BUITENLANDSE MUNT.

Dit ontwerp gaf geen aanleiding tot bespreking. Nadat de Minister de memorie van toelichting had geparaphraseerd, werd het ontwerp in zijn geheel goedgekeurd met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De Verslaggever,
Théo LEFÈVRE.

De Voorzitter,
Fr. VAN BELLE.

AMENDEMENTS

proposés par la Commission au projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique (n° 282).

Article premier.

§ 2, litt. a). Insérer les mots :

« dans la huitaine »,

entre les mots :

« publiées » et « au *Moniteur*... ».

§ 8. Supprimer la dernière phrase rédigée comme suit :

« Ses attributions sont déterminées par les statuts ».

§ 9, 1. Après le troisième alinéa de l'article 24, insérer l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne l'élection des censeurs, il est fait application de l'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. »

2. Rédiger comme suit le sixième alinéa de l'article 24 :

« Deux régents sont choisis parmi les personnalités appartenant aux organisations les plus représentatives des travailleurs. »

AMENDEMENTEN

door de Commissie voorgesteld op het wetsontwerp houdende wijziging van de organieke wet der Nationale Bank van België (n° 282).

Eerste artikel.

§ 2, litt. a). De woorden :

« binnen acht dagen »,

invoegen tussen de woorden :

« goedgekeurd en » en « in het Belgisch Staatsblad ».

§ 8. De laatste volzin, luidend als volgt, weglaten :

« Zijn bevoegdheden worden door de statuten bepaald »,

§ 9, 1. Na de derde alinea van artikel 24, volgende alinea invoegen :

« Wat de verkiezing van de censoren betreft, wordt artikel 76 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen toegepast. »

2. De zesde alinea van artikel 24 als volgt doen luiden :

« Twee regenten worden gekozen onder de personaliteiten behorend tot de meest representatieve arbeidersorganisaties. »